

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 12 (1920)
Heft: 8

Artikel: Moscou-Amsterdam
Autor: Sinowjew, G.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383330>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Abonnement: 3 fr. par an
Pour l'Etranger: Port en sus
Abonnem. postal, 20 cent. en sus

Rédaction: Secrétariat de l'Union syndicale suisse, Berne
Téléphone 3168 000 Kapellenstrasse 8 000 Compte de chèques N° III 1366
Parait tous les mois

Expédition et administration: Imprim. de l'Union, Berne
0000 Kapellenstrasse, 6 0000

SOMMAIRE:

Pages

- | | |
|---|----|
| 1. Moscou-Amsterdam | 63 |
| 2. Les assemblées des délégués des fédérations syndicales | 67 |

- | | |
|---|----|
| 3. L'assurance-chômage en Allemagne | 69 |
| 4. Dans les fédérations syndicales | 70 |

Moscou-Amsterdam

La querelle pour ou contre la troisième internationale, qui a partiellement divisé les partis politiques ouvriers ou menace de les diviser, semble vouloir s'étendre aux fédérations syndicales.

L'Union syndicale internationale fut l'une des premières parmi les organisations ouvrières, à renouer les liens de solidarité internationale et à se donner une constitution qui, tout en respectant les particularités nationales, et en tenant compte du développement historique et économique, des différences de tempérament et du niveau d'éducation propres à chaque pays, place cette solidarité prolétarienne internationale au premier rang de ses préoccupations.

De même que l'on ne peut exiger de chaque ouvrier signant une feuille d'adhésion, la pleine conscience des devoirs syndicaux qu'il aura à remplir, on ne peut le demander d'emblée du mouvement syndical international. Des conditions différentes créent des situations différentes. Le manque de contact fut surtout préjudiciable à la solidarité internationale. Cependant, il est incontestable que ce fut précisément le congrès d'Amsterdam qui développa puissamment le sentiment de solidarité, en exigeant de l'Entente, la convocation des représentants de tous les pays à la Conférence de Washington. La résistance du Conseil suprême fut brisée par la volonté inébranlable de l'Union syndicale internationale affirmant unanimement sa solidarité avec les pays exclus. Le boycott de la Hongrie donne une nouvelle preuve du sentiment de solidarité qui anime l'Internationale ouvrière.

A part la Russie, l'Italie et la Hongrie, toutes les Unions syndicales importantes de l'Europe étaient représentées à la conférence d'Amsterdam d'août 1919. La France avait refusé le visa des passe-ports aux Italiens; les Hongrois ne purent participer à la conférence, vu la situa-

tion difficile de ce pays; mais ils déclarèrent immédiatement leur adhésion à l'Internationale. Les Russes, également invités, ne parurent pas et ne donnèrent aucune réponse.

Il est vrai qu'en été 1918 un représentant des syndicats russes se rendit en Europe occidentale dans le but de renouer les relations avec les fédérations de ces pays et pour organiser une conférence syndicale internationale en Suisse. Il prit part à une séance du Comité et de la Commission syndicale suisse. Nous espérions obtenir de lui des renseignements sur les fédérations russes, ainsi qu'il nous l'avait promis; mais jusqu'à ce jour, nous n'avons rien reçu.

En mars 1920, nous recevions de Stockholm une invitation télégraphique au congrès des fédérations syndicales panrusse à Moscou, cinq jours avant l'ouverture de ce congrès. Il ne pouvait naturellement pas être question d'examiner, dans un délai aussi court, la possibilité d'envoyer une délégation.

Peu de temps après, nous nous sommes adressés par écrit au représentant des Soviets russes à Stockholm, dont le nom nous était connu par l'invitation qu'il nous avait fait parvenir, pour obtenir de lui des renseignements sur l'attitude des fédérations russes à l'égard du voyage d'étude en Russie, projeté par l'Office international du travail. Nous lui demandions également, sous quelles conditions une délégation particulière des syndicats suisses pourrait se rendre en Russie. Le camarade Frédéric Ström, représentant du gouvernement des Soviets à Stockholm, répondit par quelques considérations générales, en ajoutant, qu'il avait remis notre lettre au représentant des fédérations syndicales russes à Christiania, lequel nous répondrait définitivement. Cette lettre ne nous parvint que trois mois après.

Mais voilà que nous trouvons tout par hasard dans un organe officieux, qui paraît à Moscou (Kremlin) et à Pétrograd (Smolny), une «lettre aux fédérations syndicales de tous les pays», que

le «Basler Vorwärts» a reproduite en partie et qui est rédigée sur un ton auquel on n'était guère habitué jusqu'ici dans les relations internationales.

Nous le donnons *in extenso* pour qu'on ne nous accuse pas d'avoir des raisons de dissimuler quoi que ce soit:

Lettre aux fédérations syndicales de tous les pays

« La veille du 4 août 1914, lorsque fut déclenché le grand massacre impérialiste, les fédérations syndicales comptaient plus de 10 millions de membres. Malgré cela, les syndicats n'ont opposé nulle part une résistance quelque peu sérieuse à ce carnage impérialiste. Au contraire, dans la plupart des cas, les dirigeants du mouvement syndical de cette époque se mirent eux-mêmes et leurs organisations, sans condition, à la disposition des gouvernements bourgeois. Tout l'appareil des anciens syndicats fut mis au service du commandement supérieur impérialiste. Toutes les lois de protection ouvrière furent abrogées, avec l'accord entier des dirigeants des fédérations. Le travail forcé, qui s'étendait même aux vieilles femmes de 60 ans, fut introduit avec le consentement de ces mêmes dirigeants de fédérations.

En outre, les chefs des anciens syndicats mirent leurs organisations sous le joug *intellectuel* de la bourgeoisie. Les journaux et périodiques publiés par les anciennes fédérations bénirent les ouvriers, qui allaient à la mort au nom des intérêts du capital. Ils répétèrent le mensonge bourgeois de la «défense de la patrie». Ils parurent partout, répandant dans la masse des travailleurs organisés les idées bourgeois. Rongés par la gangrène de l'opportunisme, trahis par leurs dirigeants, élevés dans l'atmosphère de serre chaude du réformisme paisible, les anciennes fédérations ne furent pas capables d'organiser la moindre action de protestation contre le massacre impérialiste.

Les soi-disant fédérations «libres» dirigées par Legien se confondirent en réalité avec les fédérations de traîtres jaunes, ces fournisseurs de briseurs de grève.

Mais là guerre est terminée aujourd'hui. La paix impérialiste, conclue aux dépens des peuples, a démontré aux plus aveugles quels buts cette guerre impérialiste poursuivait. Les armées sont démobilisées, les ouvriers retournent à leurs organisations.

Quel serait maintenant le sort des fédérations syndicales? Quelle voie suivront-elles désormais?

Les vieux dirigeants des fédérations s'efforcent de guider de nouveau les syndicats dans des voies bourgeois. Les bourreaux les plus abhorrés de la classe ouvrière, comme Noske en Allemagne et Peidl en Hongrie sont sortis des rangs des «chefs» de l'ancien mouvement syndical. Si les circonstances leur étaient favorables, messieurs Jouhaux en France et Gompers en Amérique deviendraient eux aussi des Noske, ils deviendraient eux aussi des bourreaux de la classe ouvrière, comme nous en avons vus dans tant de pays.

Quelles qualités caractérisaient donc l'ancien mouvement syndical et amena cette réelle capitulation devant la bourgeoisie?

L'esprit étroitement corporatif. L'exaltation de la légalité bourgeoise. Le mépris pour la masse des ouvriers non qualifiés et les travailleurs de couleur. Des cotisations élevées que ne pouvaient payer la moyenne des ouvriers. La concentration de toute la direction des fédérations dans les mains d'une élite de bureaucrates qui dégénéraient de plus en plus en une caste de fonctionnaires du mouvement syndical. La

«neutralité» dans les questions politiques. Intéressant le prolétariat, une neutralité qui était en réalité un appui de la politique bourgeoise. Le système des contrats collectifs dont la conséquence finale était que les contrats collectifs étaient conclus par l'élite du bureaucratisme syndical et vendait ainsi les ouvriers de l'une ou l'autre branche professionnelle pour des années corps et âme à l'exploitation capitaliste. L'exagération de la moindre amélioration de salaires que les fédérations pouvaient obtenir des patrons par une entente. L'importance exagérée accordée aux services de secours et d'entraide au grand préjudice du fonds de grève et de lutte de fédérations. L'opinion que les fédérations syndicales représentaient une organisation qui ne s'efforçait que d'obtenir des améliorations partielles *dans le cadre de l'ordre social capitaliste*, et n'avaient pas la tâche de vaincre tout le système capitaliste par une action révolutionnaire.

Voilà ce qu'était l'ancien mouvement syndical «libre». Voilà ce qu'était l'ancien trade-unionisme. C'est une telle base qui permettait à Gompers de faire en Amérique un véritable commerce avec les voix des fédérations lors de l'élection du président des Etats-Unis. C'est une telle base qui permettait aux Légien de tous les pays de faire des syndicats un instrument direct de la bourgeoisie.

Est-ce que les fédérations choisiront de nouveau l'ancienne voie surannée, réformiste, c'est-à-dire en réalité la voie bourgeoise? C'est là la question la plus importante qui intéresse actuellement le mouvement ouvrier international.

Nous sommes fermement persuadés que ce ne sera pas le cas.

Un esprit nouveau se fait maintenant remarquer dans l'obscur bâtiment des anciennes fédérations. La création de «commission d'établissement» en Angleterre, de «conseils de fabrique» en Allemagne, les tendances de centralisation dans les syndicats de France, la fusion des fédérations, comme la «triple alliance» en Angleterre, les nouveaux courants qui se font sentir dans le mouvement syndical américain — ce sont là des signes qui nous prouvent que dans le mouvement syndical du monde entier les esprits sont révolutionnés.

Un nouveau mouvement syndical commence à prendre corps.

Quelles qualités essentielles doit-il présenter?

Le nouveau mouvement syndical doit jeter par-dessus bord tous les anciens débris de l'esprit étroit de corporation. Il doit conduire la lutte qui peut se déclencher quotidiennement, la main dans la main, avec le parti communiste pour obtenir la dictature du prolétariat et mettre à l'ordre du jour la création de soviets. Il doit renoncer aux mesquines idées réformistes qui lui font jouer le rôle de soutien du capitalisme. Il doit mettre au premier plan l'arme de la grève générale et préparer, simultanément avec les grèves générales, la révolte armée. Les nouvelles fédérations doivent comprendre la masse entière des travailleurs et non seulement l'aristocratie des ouvriers. Elles doivent appliquer le principe d'une centralisation rigoureuse et exécuter l'organisation selon les *branches de production* et non pas selon les professions. Elles doivent introduire un véritable contrôle des ouvriers sur la production et, après que la classe ouvrière aura vaincu la bourgeoisie, les nouvelles fédérations devront participer par leurs représentants à l'organisation de la production. Les nouvelles fédérations devront introduire une lutte révolutionnaire pour obtenir immédiatement la socialisation des branches les plus importantes de l'industrie et ne pas oublier que chaque socialisation sérieuse est impossible si le prolétariat n'a pas conquis la puissance des Soviets. Il faut que les «dirigeants» bureaucratiques, qui sont con-

taminés d'une façon incurable par les idées bourgeoisées et se trouvent ainsi dans l'impossibilité de diriger la lutte révolutionnaire des masses, soient éliminés systématiquement des rangs des nouvelles fédérations. Les nouvelles fédérations doivent procéder à cet épurement, comme l'ont fait les fédérations syndicales russes il y a quelques années, exemple qui est maintenant suivi par les syndicats de l'Allemagne et d'autres pays. Les masses prolétariennes veulent émettre maintenant leur opinion. Les syndicats ne peuvent pas borner leur travail à l'obtention d'un rouble ou d'un kopeck. Le renchérissement insensé des denrées les plus nécessaires qui règne dans le monde entier rend illusoires les «conquêtes» dont s'enorgueillissent les vieilles trade-unions. Ou bien les fédérations syndicales périront entièrement ensuite de leur propre sécheresse ou il faudra qu'elles deviennent de véritables organisations de lutte de la classe ouvrière.

La puissante vague de grèves qui ébranle tout le continent européen, ainsi que l'Amérique et les autres parties du monde, est la meilleure preuve que les fédérations ne sont pas pourries à leur racine même, mais qu'elles fêteront une nouvelle renaissance. Les fédérations syndicales ne peuvent et ne se placeront pas en dehors des problèmes grandioses qui attirent l'attention du monde entier et divisent la population de la terre en deux camps — le camp blanc et le camp rouge. Chaque syndicat est désormais obligé de s'occuper des questions de l'armement et du désarmement, de l'introduction du service militaire général, de l'imposition directe ou indirecte, de l'amortissement des emprunts de guerre, de la nationalisation des chemins de fer, des mines, des branches les plus importantes de l'industrie, etc. Journellement, chaque membre quelconque des fédérations reconnaît de plus en plus que le neutralisme que prêche la bourgeoisie et les opportunistes des fédérations, n'est qu'un mensonge et une tromperie bourgeoise, que l'on ne peut rester neutre devant la rencontre décisive des deux classes.

La réforme des fédérations syndicales a déjà commencé. Encore une ou deux années et l'on ne reconnaîtra plus les anciennes fédérations. Les vieux bureaucrates du mouvement syndical seront des généraux sans armées. La nouvelle époque engendrera une nouvelle génération de dirigeants prolétariens du mouvement syndical rajeuni.

C'est ce que la bourgeoisie prévoit et elle se prépare sans relâche. En se servant de leurs vieux serviteurs, les anciens dirigeants de fédérations, qui lui ont donné tant de preuves de dévouement, elle s'efforce de reprendre son influence sur les syndicats. Vous savez que l'on a réussi à rassembler à Amsterdam une conférence qui s'est proclamée Conférence syndicale internationale. Legien, Jouhaux, Gompers et autres agents de la bourgeoisie ont essayé de diriger le mouvement syndical dans l'ancienne voie. La Société des Nations, si mal famée, et qui n'est en réalité qu'une union des brigands impérialistes, a d'abord convoqué à Washington, puis à Paris, une conférence de parade pour discuter la «protection ouvrière internationale». A cette conférence, la Société des Nations accorda les deux tiers des voix à la bourgeoisie et un tiers aux agents de la bourgeoisie, tels que Legien, Jouhaux et consorts, qui se plaisent à se nommer les «représentants de la classe ouvrière». On essaye dans ces conférences richement dotées par la bourgeoisie, de mettre une camisole de force au mouvement ouvrier renaissant. On veut, avec les forces réunies des ministres bourgeois et des bureaucrates du mouvement syndical, calmer la nouvelle vigueur des fédérations ouvrières et leur infuser le narcotique du réformisme petit bourgeois.

L'Internationale communiste s'adresse aux prolétaires organisés dans les fédérations syndicales du monde entier avec l'appel: «Mettez fin à cette tromperie bourgeoise, dévoilez cette comédie éhontée que ces bourgeois insolents mettent en scène, criez au monde que vous n'avez rien de commun avec les représentants de Clémenceau et de Wilson.

La meilleure partie du prolétariat de toute la terre exige l'érection de la puissance des Soviets. Et le jour n'est plus éloigné où l'humanité entière aura conquis la puissance des Soviets, c'est-à-dire la forme de gouvernement prolétarienne. Même quand l'économie bourgeoise aura été remplacée par le principe communiste, les fédérations syndicales maintiendront leur rôle si important. Les fédérations auront leur place d'honneur à côté des Soviets, comme c'est actuellement le cas en Russie.

L'Internationale communiste estime que l'opinion d'une minorité des communistes d'Allemagne, que les fédérations syndicales sont superflues, est une erreur. Les conseils de fabrique (commissions d'établissement) que l'on érige dans différents pays n'excluent nullement la nécessité des syndicats, au contraire ils doivent former la base des fédérations de production, comme c'est le cas dans la Russie des Soviets.

L'Internationale communiste estime que le temps est venu où les fédérations de production, après s'être libérées de l'influence de la bourgeoisie et des traîtres au socialisme, doivent se mettre immédiatement à l'œuvre pour créer leur propre organisation internationale, dans une mesure qui comprendra toute la terre après avoir organisé chaque branche de production. Il faut opposer à «l'Internationale» jaune des fédérations, que les agents de la bourgeoisie s'efforcent à ériger à Amsterdam, Washington et Paris, la véritable Internationale prolétarienne, main dans la main avec la III^e Internationale communiste, en un mot l'Internationale rouge des fédérations syndicales.

On constate une réforme grandiose des syndicats dans un grand nombre de pays. L'ivraie se sépare du bon grain. L'Allemagne, pays qui, sous la direction de Legien et de Noske, était devenue le principal soutien du mouvement syndical jaune bourgeois, un certain nombre de fédérations se retournent contre les socialistes jaunes et adhèrent à la révolution prolétarienne. Un grand nombre de fédérations ont déjà chassé les anciens dirigeants qui avaient livré les organisations aux capitalistes. Les fédérations syndicales de l'Italie se sont presque toutes placées sur le terrain de la puissance des Soviets. Les courants révolutionnaires augmentent de jour en jour dans les syndicats des pays scandinaves. En France, en Angleterre, en Amérique, en Hollande et en Espagne les masses des membres des fédérations renoncent à la vieille tactique bourgeoise et revendentiquent des méthodes révolutionnaires. En Russie nous voyons trois millions et demi de membres des syndicats appuyer avec enthousiasme la dictature prolétarienne. La grande majorité des fédérations syndicales des Balkans sont en relations étroites avec les partis communistes et combattent sous leurs glorieux étendards.

La première Internationale (l'Internationale des coopératives ouvrières), dont les chefs étaient Marx et Engels, s'efforçait de rassembler dans ses rangs toutes les organisations ouvrières, parmi lesquelles les fédérations syndicales.

La deuxième Internationale (désormais ruinée) invitait aussi les fédérations syndicales à participer à ses congrès, mais n'avait pas de relations solides avec elles.

La troisième Internationale communiste veut suivre à cet égard l'exemple de la première Internationale. Le véritable syndicat prolétarien, animé par l'esprit de

lutte, qui se donne les tâches, que nous avons mentionnées ci-dessus, organisera lui-même des relations étroites avec l'Internationale communiste, en commun avec l'avant-garde organisée du prolétariat international.

La libération de la classe ouvrière exige l'union de toutes les forces organisées du prolétariat. Nous avons besoin de tous les genres d'armes pour lutter avec succès contre le capital. L'Internationale communiste doit servir partout dans la lutte du prolétariat international pour sa libération; elle s'efforce d'obtenir une cohésion intime avec les fédérations syndicales qui sont au clair sur les tâches qui leur incombent à l'époque actuelle.

L'Internationale communiste veut non seulement réunir l'organisation politique des travailleurs, mais toutes les organisations ouvrières, qui reconnaissent la nécessité de la lutte révolutionnaire non seulement des lèvres, mais s'efforcent effectivement de conquérir la dictature de la classe ouvrière. L'exécutif de l'Internationale communiste est d'avis qu'il ne suffit pas de convoquer aux congrès de l'Internationale communiste seulement les partis politiques du communisme, mais encore toutes les fédérations syndicales qui se placent sur le terrain révolutionnaire. Les fédérations syndicales rouges doivent se joindre à l'Internationale communiste et en devenir une partie intégrante (des sections).

Nous nous adressons avec cette proposition aux ouvriers organisés du monde entier. Cette même évolution, ce même développement, qui se sont manifestés dans les partis politiques du prolétariat, sont également inévitable dans le mouvement syndical. De même que les plus grands partis ouvriers ont quitté la II^e Internationale jaune, toutes les fédérations syndicales honnêtes devront rompre avec l'Internationale syndicale jaune, qui a été créée à Amsterdam.

Nous proposons aux syndiqués du monde entier de soumettre cet appel à l'appréciation de leurs assemblées générales et sommes fermement convaincus que les prolétaires honnêtes de toute la terre accepteront avec joie la main que leur tend l'Internationale communiste.

Vive le nouveau mouvement syndical purifié du bâton de l'opportunisme!

Vive l'Internationale des fédérations syndicales rouges!

Le président du comité exécutif de l'Internationale communiste:
G. Sinowjew.

On ne peut exiger de nous, que nous entrions dans tous les détails de cette lettre. Nos camarades syndiqués sauront eux-mêmes distinguer la vérité de l'erreur. En tout cas, les auteurs de cette lettre se trompent s'ils croient qu'avec ces insultes et cette présomption ils feront quelque impression sur les syndiqués suisses.

Il est vrai de dire que lors de la déclaration de guerre, une vague de boue chauviniste inonda l'Europe entière. La conception mondiale du socialisme se révéla bien faiblement. Mais, c'est une erreur que de vouloir en rejeter la faute uniquement sur certains « dirigeants », et de les traiter de « vendus », sans prouver cette accusation.

Nous prétendons avoir le droit de dire cela, parce que nous avons conscience que les fédérations suisses ont pris, du premier au dernier jour de la guerre, une position, qui peut soutenir

avantageusement la critique. D'ailleurs, nous connaissons plus d'un socialiste russe honorable, qui s'est laissé vaincre par la psychose de guerre, sans être pour cela un homme sans honneur.

On peut fort bien être d'opinion différente sur les questions de tactique. Les fédérations suisses ont prouvé qu'elles ne sombraient nullement dans « l'esprit étroit du corporatisme ». On a voué depuis de nombreuses années la plus grande attention à la concentration syndicale. Nous avons à côté de quelques fédérations professionnelles, d'importantes fédérations d'industries dans lesquelles les ouvriers qualifiés et non qualifiés luttent coude à coude. Nous avons même des organisations d'entreprises où l'on a constaté que c'était la meilleure forme d'organisation; c'est le cas chez les cheminots par exemple.

Il est vrai que nous aussi nous nous efforçons de fixer des cotisations qui permettent à l'organisation d'accomplir le mieux possible la tâche qui lui incombe. Mais ces cotisations ne sont pas dictées par une « caste de fonctionnaires »; elles sont décidées par les assemblées des délégués des fédérations. Ces décisions sont en outre soumises à la votation générale des membres. Il serait intéressant de savoir si les fédérations syndicales russes appliquent aussi ces méthodes « démocratiques ».

Il en est de même pour les contrats collectifs. Ces conventions sont aussi soumises à la votation générale. Les membres sont entièrement libres de les accepter ou de les refuser. Au congrès de 1913, les fédérations syndicales suisses se sont placées sur le terrain des contrats collectifs et s'en trouvent fort bien. Les contrats collectifs deviennent de plus en plus nombreux, pour la simple raison qu'ils assurent le droit de collaboration et qu'il est impossible — du moins en Suisse, peut-être que la situation est autre en Russie — de vivre en état de guerre continue.

Nous nous réjouissons sincèrement lorsque nous apprenons que le mouvement syndical des autres pays fait des progrès; mais, nous sommes assez prudents pour ne pas accepter sans examen une méthode de lutte que l'on prétend plus efficace.

Nous sommes toujours prêts à nous rendre à l'étranger, pour entretenir les relations internationales et apprendre, là où il peut être appris, quelque chose, et même aussi, pour y apprendre ce que l'on ne doit pas imiter.

Au point où en sont les choses, on ne voudra pourtant pas exiger de nous, que nous prenions les Russes en exemple dans le mouvement syndical et que nous les admirions comme nos maîtres. Nous refusons énergiquement de nous laisser prescrire notre tactique tant par la Russie que

par Gompers. Les fédérations syndicales suisses décideront elles-mêmes sur ce qui leur paraîtra servir le mieux les intérêts du mouvement syndical suisse, et s'il s'agit de questions internationales, elles les examineront, collaboreront à leur solution, mais n'obéiront jamais à un ordre arbitraire.

La lettre aux fédérations syndicales du monde entier dévoile aussi une ignorance crasse de la situation de l'Europe occidentale, pour autant qu'il s'agit des tâches et de l'activité des syndicats. On pourrait croire qu'en Europe orientale règne l'opinion qu'à l'ouest il n'y a que des ouvriers révolutionnaires et des bureaucrates de syndicats vendus à la bourgeoisie. Il ne s'agirait plus que d'éliminer ces bureaucrates, et toute la question sociale serait solutionnée d'un jour à l'autre. Les travailleurs de l'Europe occidentale savent que leur situation est précaire et ils entrent dans les syndicats et s'occupent de la politique pour collaborer activement à l'élaboration d'un monde meilleur. Mais ils savent aussi, que ce travail est long et pénible. D'après la situation économique et politique, cette tâche ne pourrait être exécutée plus vite et plus facilement, si les ouvriers se laissaient séduire par l'appel irrité du comité exécutif de l'Internationale communiste.

Ce qui est dit dans cette lettre sur la situation des pays de l'ouest européen est pour le moins fort inexact.

En Allemagne les fédérations syndicales sont plus fortes que jamais. Une âpre lutte est même menée dans les syndicats où les indépendants ont la majorité contre les tendances de scissions si désastreuses des communistes, qui voudraient remplacer les fédérations syndicales par des « Unions ». D'ailleurs, ces disciples et apôtres de Lénine commencent même à devenir désagréables à leur maître, si bien qu'il s'est vu obligé de les ramener à la raison dans une lettre des plus sévères, sur laquelle nous reviendrons encore.

Nous ne sommes pas suffisamment orientés sur ce qui se passe en Italie, si bien que nous ne pouvons pas juger sur le mouvement syndical de ce pays. Il est cependant certain que les luttes héroïques de ces travailleurs n'ont pas obtenu jusqu'ici un résultat quelque peu satisfaisant.

Dans les pays scandinaves, les ouvriers syndiqués sont à peu près dans la même position que nous. Ils ont bien assez à faire à se défendre contre la réaction. En France, nous avons eu au mois de mai l'expérience des grandes grèves de cheminots, déclenchées avec enthousiasme par une nouvelle direction à peine entrée en fonctions et qui était très révolutionnaire. Ces mouvements menés sans aucune préparation se terminèrent

par un fiasco complet, des centaines d'ouvriers furent congédiés ou furent condamnés à la prison sans que la cause ouvrière en ait tiré le moindre profit. Après la débâcle, l'ancien secrétaire-général, qui avait été jugé « trop modéré », fut remis à la tête de l'organisation. En Angleterre, il y a quelques jours à peine, le parti ouvrier refusait avec une majorité écrasante l'adhésion à la troisième internationale. En Amérique, la plus grande partie des ouvriers organisés sont encore imbus des idées de démocratie bourgeoise, une infime fraction est révolutionnaire, tandis qu'une majorité est indifférente. Dans aucun pays du monde, les idées révolutionnaires ne sont aussi brutalement étouffées aux applaudissements des masses, que dans ce pays.

En Hollande, nous voyons comment trois ou quatre tendances se combattent au sein du mouvement ouvrier, et il y a peu de temps, le gouvernement put facilement faire accepter une loi d'exception contre le mouvement révolutionnaire. Il ne faut de même pas s'attendre à des miracles de la part du mouvement ouvrier de l'Espagne et des Balkans, pays qui ne possèdent qu'une faible industrie.

Un examen objectif démontrera que pour l'Union syndicale suisse il ne peut être question d'adhérer à l'Internationale de Moscou, déjà pour la simple raison, que l'on ne peut pas exiger des membres des fédérations, un acte de foi communiste. En outre, nous sommes membres de l'Internationale syndicale dont le siège est à Amsterdam, à laquelle les fédérations russes peuvent aussi bien se joindre que les nôtres. Finalement, il ne faut pas qu'une Internationale syndicale devienne une église, qui se laisse dicter ses dogmes par des papes « infaillibles » qui lancent leurs anathèmes contre tous ceux qui ne jurent pas sur l'idéal de Moscou.



Les assemblées des délégués des fédérations syndicales

Les ouvriers des communes et de l'Etat se sont réunis le 22 mai à Berne pour discuter les affaires de leur fédération. 79 délégués représentaient 34 sections. 19 petites sections n'étaient pas représentées, sans doute à cause des frais élevés du voyage. Le travail d'administration et d'organisation et surtout le point le plus important de l'ordre du jour, la fusion avec la Fédération suisse des employés des tramways, donnèrent lieu à une longue discussion.

De nombreuses nouvelles sections ayant été créées dans la Suisse romande, la question de la fondation d'un secrétariat pour cette région fut discutée. La réalisation de ce projet sera désormais rendu possible par la réunion avec les employés des tramways. Conformément à la décision prise à l'assemblée des délégués de 1919 à Zurich, le comité central s'est mis en relation avec les employés des tramways dans le but de créer